

**Volet B**

**Copie à publier aux annexes du Moniteur belge
après dépôt de l'acte au greffe**

Réservé
au
Moniteur
belge



06068143

Déposé au greffe du Tribunal de Commerce
de Marche-en-Famenne, le 04/04/2006
Le greffier,

Greffé

Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad - 13/04/2006 - Annexes du Moniteur belge

Dénomination

(en entier)

asbl Tenneville Sports**Forme juridique** asbl**Siège** route de Bastogne à 6970 Tenneville**N° d'entreprise** 430.711.276

Objet de l'acte : Révision des statuts de l'asbl : mise en concordance avec la loi du 02 Mai 2002 modifiant la loi du 27 Juin 1921

En ce jour, le lundi 20 mars deux mille six, les soussignés :

- 1 ALLIE François (dit André), né le 29/05/1933 à Rendeux, domicilié Trèsfontaine 11 à 6972 Erneuville
2. DOUCET Daniel, né le 06/10/1956 à Aye, domicilié rue de la Fontaine 7 à 6970 Tenneville
3. ETIENNE Jean-Marie, né le 22/05/1957 à Erneuville, domicilié rue Haute Ramont 14 à 6970 Tenneville
4. FRANCO Fabian, né le 30/08/1976 à Bastogne et domicilié Tillet 9 à 6680 Sainte Ode
5. GAUTHIER Marc, né le 08/03/1952 à Erneuville, domicilié Wyompont 5 à 6970 Tenneville
- 6 GENIN Huguette, née le 17/11/1959 à Namur, domiciliée route de la Barrière 10 à 6970 Tenneville
7. GILLET Bernard, né le 02/02/1939 à Erneuville, domicilié rue Haute Ramont 23 à 6970 Tenneville
- 8 GILLET Bruno, né le 11/02/1970 à Bastogne, domicilié rue Grande Champlon 109 à 6971 Champlon
9. GILLET Lionel, né le 27/11/1973 à Bastogne, domicilié rue Haute Ramont 23 à 6970 Tenneville
- 10 GODEFROY Jean-Paul, né le 15/01/1946 à Ixelles, domicilié La Hestroulle 7 à 6972 Erneuville
11. LANDTMETERS Christophe, né le 29/12/1969 à Bastogne, domicilié rue de la Vieille Eglise 1a à 6970 Tenneville
12. LEFEVRE Patrick, né le 29/01/1969 à Bastogne, domicilié route de la Barrière 29b à 6970 Tenneville
13. PERET Françoise, née le 24/10/1963 à Marche-en-Famenne, domiciliée Wyompont 5 à 6970 Tenneville
- 14 PONCELET Alphonse, né le 21/03/1952 à Ortho, domicilié route de La Roche 2a à 6970 Tenneville
- 15 VAN INGELGOM Thierry, né le 20/12/1965 à Eupen, domicilié route de La Roche 7a à 6970 Tenneville

ont convenu de réviser les statuts de l'asbl Tenneville Sports en vue de la mise en concordance avec la loi du 02 mai 2002 modifiant la loi du 27 juin 1921.

Les statuts sont établis comme suit :

Mentionner sur la dernière page du Volet B

Au recto

Nom et qualité du notaire instrumentant ou de la personne ou des personnes ayant pouvoir de représenter l'association ou la fondation à l'égard des tiers

Au verso

Nom et signature

Article 1.DÉNOMINATION

L'association est dénommée « asbl TENNEVILLE SPORTS »

Article 2.SIÈGE SOCIAL

Son siège social est établi en Belgique, dans l'arrondissement judiciaire de Marche-en-Famenne, à l'adresse des installations du club, route de Bastogne 25 à 6970 Tenneville

Dans l'hypothèse d'un changement de siège social, l'acte de modification de celui-ci est, conformément à la loi, déposé au greffe du Tribunal de Commerce de Marche-en-Famenne.

Toute modification du siège social est de la compétence exclusive de l'assemblée générale qui votera sur ce point conformément au prescrit de l'article 8 de la loi du 27 juin 1921 sur les ASBL

Article 3.BUT DE L'ASSOCIATION

L'association a pour buts, en dehors de toute espèce d'appartenance religieuse, philosophique ou politique, de promouvoir et d'encourager la pratique du football ainsi que tout autre sport. En ce sens, elle tend à favoriser le développement des relations amicales entre les jeunes de la commune et de la région.

Elle poursuit la réalisation de son objet par tous moyens et notamment :

- ☐ l'organisation de réunions sportives
- ☐ la location, l'acquisition de tous meubles et immeubles généralement quelconques
- ☐ la mise en état et l'exploitation de terrains de sports
- ☐ la création et l'exploitation de revues, journaux, buvettes, restaurant, salles, etc.
- ☐ l'organisation de bals, fancy-fair, tombolas et concours divers

L'association peut, d'une manière générale, poser tous les actes se rapportant directement ou indirectement à son objet, par voie de cession, d'apport, de fusion, de participation, d'intervention financière, d'achat d'actions ou par tous autres moyens, et également s'intéresser dans toutes les entreprises sportives et toutes industries s'y rattachant.

Elle peut prêter son concours et s'intéresser à toute activité similaire à son but. Elle peut aussi créer et gérer tout service ou toute institution afin de réaliser son but social.

Article 4.DURÉE DE L'ASSOCIATION

L'association est constituée pour une durée illimitée. Elle peut en tout temps être dissoute.

Article 5.COMPOSITION

L'association se compose de membres effectifs et de membres adhérents

Seuls les membres effectifs jouissent de la plénitude des droits accordés aux associés par la loi et les présents statuts. Tout membre est cependant réputé adhérer aux statuts de l'association et à son règlement d'ordre intérieur par le simple fait de son admission.

Sont membres effectifs :

- ☐ Les comparants au présent acte
- ☐ Toute personne admise ultérieurement par décision de l'assemblée générale statuant à majorité absolue, sur présentation du Conseil d'Administration

Sont membres adhérents :

- ☐ Tout les affiliés au club et qui participent aux activités de l'association.

Article 6 NOMBRE MINIMUM ET MAXIMUM DE MEMBRES

Le nombre des membres est illimité mais ne peut toutefois être inférieur à six

Les soussignés révisant les présents statuts sont les premiers membres de l'association

Article 7. CONDITIONS D'ADMISSION DES MEMBRES EFFECTIFS

Les nouveaux membres effectifs sont les personnes qui adressent leur demande, par écrit, au Conseil d'Administration et qui sont admis, en cette qualité, par l'assemblée générale

La décision d'admission ou de refus est sans appel et ne doit pas être motivée

Elle est prise souverainement sans qu'il puisse être demandé de justification.

Elle est portée à la connaissance du candidat par lettre ordinaire, à la diligence du correspondant qualifié de l'association

Le candidat non admis ne peut présenter sa candidature qu'après 1 an à compter de la date de la décision de l'assemblée générale.

Le candidat admis ne pourra l'être qu'aux conditions suivantes :

- ☐ Signer une carte d'affiliation réglementaire exigée par les fédérations auxquelles l'association est affiliée
- ☐ D'accepter de se conformer aux divers règlements en vigueur au sein de l'association
- ☐ De cotiser annuellement en versant le montant fixé par l'association lors de son assemblée générale annuelle

D'autre part, le Conseil d'Administration pourra également admettre des membres d'honneur, des membres de soutien qui n'auront cependant pas voix délibérative.

Article 8 DÉMISSION - EXCLUSION - SUSPENSION DES MEMBRES ET MEMBRES RÉPUTÉS DÉMISSIONNAIRES

Tout membre effectif ou adhérent est libre de se retirer à tout moment de l'association en adressant par écrit sa démission au Conseil d'Administration.

MEMBRE RÉPUTÉ DÉMISSIONNAIRE

- ☐ Le membre effectif ou adhérent qui ne paie pas la cotisation qui lui incombe, dans le mois du rappel lui adressé par lettre recommandée
- ☐ Le membre effectif qui n'assiste pas ou qui ne se fait pas représenter à trois assemblées générales consécutives

MEMBRE SUSPENDU

- ☐ Le Conseil d'Administration peut toutefois suspendre, jusqu'à décision de l'assemblée générale, le membre effectif ou adhérent qui se serait rendu coupable d'infraction grave aux statuts ou aux lois.

MEMBRE EXCLU

- ☐ Le membre effectif ou adhérent qui, par son comportement, porterait préjudice ou nuirait à l'association, peut être proposé à l'exclusion par le Conseil d'Administration
- ☐ L'exclusion est de la compétence de l'assemblée générale statuant à la majorité des 2/3 des voix présentes ou représentées.

L'exclusion d'un membre requiert les conditions suivantes :

- ☐ La convocation régulière d'une assemblée générale où tous les membres effectifs doivent être convoqués
- ☐ La mention dans l'ordre du jour de l'assemblée générale de la proposition d'exclusion avec la mention, au moins sommaire, de la raison de cette proposition

☐ La décision de l'assemblée générale doit être prise à la majorité des 2/3 des voix des membres effectifs présents ou représentés mais aucun quorum de présence n'est exigé

☐ Le respect des droits de la défense, c'est-à-dire l'audition du membre dont l'exclusion est demandée, si celui-ci le souhaite

☐ La mention dans le registre de l'exclusion du membre effectif

S'agissant d'une décision concernant une personne, celle-ci devra impérativement être prise par vote secret.

Le membre démissionnaire, exclu ou suspendu ne peut rien réclamer sur l'avoir de l'association, ni prétendre à aucun remboursement de frais.

Tout membre démissionnaire ou exclu, ainsi que leurs héritiers, n'ont aucun droit sur le fonds social de l'association.

Ils ne peuvent réclamer aucun compte, faire apposer des scellés ou requérir l'inventaire.

Article 9 TENUE D'UN REGISTRE DES MEMBRES EFFECTIFS - CONSULTATION - COMPOSITION EXACTE DE L'ASBL

L'association doit tenir un registre des membres effectifs, sous la responsabilité du Conseil d'Administration, reprenant notamment les mentions suivantes :

☐ Nom, prénom, domicile et date de naissance des membres

☐ La forme juridique de l'association

☐ L'adresse du siège social

☐ Les décisions et dates d'admission, de démission ou d'exclusion des membres avec nom et fonction de la personne qui effectue cette formalité ainsi que la signature de cette dernière et le motif de la sortie (démission, présumé démissionnaire, révocation, exclusion, décès, etc)

☐ Le numéro d'inscription de l'association au greffe du tribunal

Toutes décisions d'admission, de démission ou d'exclusion de membres effectifs sont inscrites au registre à la diligence du Conseil d'Administration endéans les huit jours de la connaissance que le Conseil a eue de la ou des modifications intervenues.

Tous les membres peuvent consulter au siège social de l'association le registre des membres, ainsi que tous les procès-verbaux et décisions de l'assemblée générale, du Conseil d'Administration, de même que tous les documents comptables de l'association, sur simple demande écrite et motivée adressée au secrétaire de l'association.

Article 10 COTISATION

Les membres effectifs et adhérents paient une cotisation annuelle. Le montant de cette cotisation annuelle est fixé par l'assemblée générale. Cette cotisation ne pourra être supérieure à 40€ par an.

En cas de non-paiement des cotisations qui incombent à un membre, le Conseil d'Administration envoie un rappel par lettre ordinaire. Si dans le mois de l'envoi du rappel qui lui est adressé, le membre n'a pas payé ses cotisations, le Conseil d'Administration peut le considérer comme démissionnaire d'office.

Il notifiera sa décision par écrit au membre par lettre ordinaire.

La décision du Conseil d'Administration est irrévocable.

Article 11 ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

L'assemblée générale est composée des membres effectifs

Elle est présidée par le président du Conseil d'Administration ou, en cas d'empêchement de celui-ci, par un administrateur désigné à cet effet par le Conseil d'Administration.

L'assemblée générale statutaire se réunit au moins une fois par an dans le courant du mois de septembre mais à tout le moins six mois après la date de clôture de l'exercice social pour l'approbation des comptes de l'exercice écoulé et le budget de l'exercice suivant.

Une assemblée générale extraordinaire peut être réunie à tout moment par décision du Conseil d'Administration, soit à la demande de celui-ci, soit à la demande d'un cinquième des membres effectifs.

L'assemblée générale est convoquée par le Conseil d'Administration par lettre ordinaire confiée à la poste ou remise de la main à la main au moins quinze jours avant la date de l'assemblée

La convocation contient l'ordre du jour détaillé

Si l'assemblée générale doit approuver les comptes et budget, ceux-ci sont annexés à la convocation.

Toute proposition signée par un vingtième des membres doit être portée à l'ordre du jour

Article 12.ASSEMBLÉE GÉNÉRALE - REPRÉSENTATION

Chaque membre effectif a le droit d'assister en personne à l'assemblée générale.

Il peut se faire représenter par un autre membre effectif ou adhérent porteur d'une procuration écrite dûment signée.

Chaque membre ne peut être porteur que d'une seule procuration.

Article 13.ASSEMBLÉE GÉNÉRALE - DÉLIBÉRATION

Tous les membres ont un droit de vote égal à l'assemblée générale.

Seul le membre en règle de cotisation peut participer au vote.

Toute personne qui a un intérêt opposé à celui de l'association ne peut participer aux délibérations et au vote concernant ce point de l'ordre du jour.

Les résolutions sont prises à la majorité absolue des voix des membres présents (50% + 1 voix) et représentés, sauf dans le cas où il en est décidé autrement dans la loi ou les présents statuts, et notamment en matière de dissolution ou de modification des statuts où l'on se conformera aux articles 8 et 20 de la loi du 27 juin 1921 relative aux ASBL.

Les votes nuls, blancs, ainsi que les abstentions ne sont pas pris en compte pour le calcul des majorités

Quand l'assemblée doit décider de l'exclusion d'un membre, d'une modification statutaire, de la dissolution de l'ASBL ou de sa transformation en société à finalité sociale, les votes nuls, blancs, ainsi que les abstentions sont considérés comme des votes négatifs

En cas de parité des voix, celle du président ou de l'administrateur qui le remplace est prépondérante.

L'assemblée ne peut délibérer valablement que sur les points inscrits à l'ordre du jour

Exceptionnellement, un point non inscrit à l'ordre du jour peut être délibéré à la condition que la moitié des membres soient présents ou représentés à l'assemblée générale et que deux tiers d'entre eux acceptent d'inscrire ce point à l'ordre du jour

Néanmoins, les assemblées générales pourront délibérer valablement en cas d'urgence admise par la moitié plus une des voix des membres présents ou représentés, sur des points non repris à l'ordre du jour.

Les deux paragraphes qui précèdent ne pourront s'appliquer lorsque le point porte sur des modifications aux statuts, la dissolution de l'association ou sa transformation en société à finalité sociale.

En principe, les suffrages s'expriment à main levée, sauf lorsqu'il est question de personnes où le vote secret est de rigueur. Le vote sera également secret si la moitié plus un des membres en font la demande.

Article 14. PUBLICITÉ DES DÉCISIONS PRISES PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

TENUE DU REGISTRE DES PROCÈS-VERBAUX

Les décisions sont consignées dans un registre des procès-verbaux.

Les procès-verbaux sont rédigés par le secrétaire de l'association ou, en cas d'empêchement, par un autre administrateur désigné à cet effet par le Conseil d'Administration. Ils sont signés par le président, le correspondant qualifié et un membre et conservés dans un registre au siège social de l'association.

Tout membre peut prendre connaissance du registre sur simple demande écrite auprès du secrétaire de l'association mais sans déplacement du registre.

Tout tiers justifiant d'un intérêt légitime et sur demande écrite par lui introduite auprès du secrétaire de l'association peut demander des extraits des procès-verbaux signés par le président ou un autre administrateur.

MODIFICATIONS STATUTAIRES

Toute modification aux statuts est déposée, sans délai, au greffe du tribunal de commerce et publiée aux Annexes du Moniteur belge.

Il en est de même pour toute nomination ou cession de fonction d'un administrateur, sans préjudice de l'obligation de dépôt d'une liste actualisée des membres telle que reprise à l'article 28 des présents statuts.

Article 15. ASSEMBLÉE GÉNÉRALE - POUVOIRS

L'assemblée générale est le pouvoir souverain de l'association. Elle possède les pouvoirs qui lui sont expressément conférés par la loi, les présents statuts ou le règlement d'ordre intérieur.

Les attributions de l'assemblée générale comportent le droit :

- ☐ De modifier les statuts
- ☐ D'admettre de nouveaux membres
- ☐ D'exclure un membre
- ☐ De nommer et révoquer les administrateurs ainsi que les commissaires
- ☐ D'approuver annuellement les comptes et budgets
- ☐ De donner la décharge aux administrateurs, aux commissaires et, en cas de dissolution volontaire, aux liquidateurs
- ☐ D'approuver le règlement d'ordre intérieur et ses modifications
- ☐ De décider d'intenter une action en responsabilité contre tout membre de l'association, tout administrateur, tout commissaire
- ☐ De prononcer la dissolution volontaire de l'association ou la transformation de celle-ci en société à finalité sociale
- ☐ De désigner la destination de l'actif en cas de dissolution de l'association

Un règlement d'ordre intérieur peut être instauré.

Son acceptation ainsi que les modifications qui pourraient y être apportées nécessitent une décision de l'assemblée générale réunissant au moins la moitié des membres et statuant à la majorité absolue des voix des membres présents et représentés.

Article 16. CONSEIL D'ADMINISTRATION - NOMINATION - NOMBRE - DURÉE - COMPOSITION

L'association est gérée par un Conseil d'Administration composé de minimum quatre administrateurs

Le nombre d'administrateurs doit toujours être inférieur au nombre de membres de l'assemblée générale.

Les administrateurs (choisis parmi les membres composant l'assemblée générale de l'association), après un appel de candidatures, sont nommés par l'assemblée générale à la majorité absolue (50% + 1 voix) des voix des personnes présentes et représentées.

Le mandat d'administrateur est de quatre ans. Il se termine à la date de la quatrième assemblée générale ordinaire qui suit celle qui l'a désigné comme administrateur

L'administrateur sortant est rééligible

Article 17. CONSEIL D'ADMINISTRATION - MANDAT GRATUIT

Les administrateurs exercent leurs fonctions gratuitement

Toutefois, les frais exposés dans l'accomplissement de leur mission pourront être remboursés.

La fonction d'administrateur peut être rémunérée

Dans ce cas, l'assemblée générale fixera le montant des rémunérations qui seront accordées.

Article 18 CONSEIL D'ADMINISTRATION - RESPONSABILITÉ

Les administrateurs ne contractent, en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle et ne sont responsables, vis-à-vis de l'association, que de l'exécution de leur mandat.

Article 19 CONSEIL D'ADMINISTRATION - DÉMISSION

Tout administrateur qui veut démissionner doit signifier sa démission par écrit (recommandé simple) au secrétaire du Conseil d'Administration

Article 20. CONSEIL D'ADMINISTRATION - FONCTIONNEMENT

Le Conseil d'Administration désigne en son sein un président, un vice-président, un secrétaire et un trésorier qui constituent le bureau.

Le président est chargé notamment de présider le Conseil d'Administration.

Le secrétaire est chargé notamment de convoquer le Conseil d'Administration, de rédiger les procès-verbaux, de veiller à la conservation des documents

Il procède au dépôt, dans les plus brefs délais, des actes au greffe du Tribunal de Commerce.

Le trésorier est notamment chargé de la tenue des comptes, de la déclaration à l'impôt, des formalités pour l'acquittement de la T.V.A.

En cas d'empêchement temporaire du président, du secrétaire ou du trésorier, le Conseil d'Administration peut désigner un administrateur pour le(s) remplacer à titre intérimaire.

Les administrateurs se réuniront immédiatement après chaque assemblée générale afin de désigner parmi eux, au vote secret, s'agissant de personnes, un président, un vice-président, un secrétaire et un trésorier qui constitueront le bureau.

En cas d'empêchement du président, ses fonctions seront assumées, dans l'ordre, par le vice-président ou le plus ancien (en fonction et non en âge) des administrateurs présents

Le Conseil délibère valablement si la moitié des administrateurs est présente

Les décisions du Conseil sont prises à la majorité absolue des voix des administrateurs présents (50% + 1 voix).

Les votes blancs, nuls ainsi que les abstentions ne sont pas pris en compte pour le calcul des majorités

En cas de partage des voix, celle du président ou de l'administrateur qui le remplace est prépondérante.

Tout administrateur qui a un intérêt opposé à celui de l'association ne peut participer aux délibérations et au vote sur ce point de l'ordre du jour.

En principe, les suffrages s'expriment à main levée, sauf lorsqu'il est question de personnes où le vote secret est de rigueur.

Le vote sera également secret si la moitié des administrateurs plus un en font la demande

Le Conseil d'Administration est convoqué par le secrétaire ou, en cas d'empêchement, par un autre administrateur

La convocation au Conseil d'Administration est envoyée par lettre ordinaire au moins huit jours avant la date fixée pour la réunion du Conseil.

La convocation contient l'ordre du jour

Le Conseil ne délibère que sur les points inscrits à l'ordre du jour.

Exceptionnellement, un point non inscrit à l'ordre du jour peut être débattu si les deux tiers des membres présents marquent leur accord.

Les décisions sont consignées dans un registre des procès-verbaux et sont signés par le président et le secrétaire.

Article 21. CONSEIL D'ADMINISTRATION - REPRÉSENTATION ET COOPTATION

Tant la représentation que la cooptation ne sont pas admises au sein du Conseil d'Administration

Article 22 CONSEIL D'ADMINISTRATION - ATTRIBUTIONS - POUVOIRS CONFÉRÉS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'Administration a les pouvoirs les plus étendus pour l'administration et la gestion de l'association en ce y compris notamment aliéner, hypothéquer et effectuer tous les autres actes de disposition ainsi que transiger et soumettre un litige à l'arbitrage.

Toutes les attributions qui ne sont pas expressément réservées par la loi ou les statuts à l'assemblée générale seront exercées par le Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration peut, dans la mesure des dispositions prévues aux articles 13 et 13bis de la loi du 27 juin 1921 sur les ASBL, déléguer des pouvoirs à un ou plusieurs administrateurs ou à des tiers.

Dans ces cas, l'étendue des pouvoirs du (des) mandataires(s) sera précisée ainsi que la durée du mandat

La démission ou la révocation d'un administrateur met fin à tout mandat conféré par le Conseil d'Administration

Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, sont dictées par le Conseil d'Administration et intentées ou soutenues au nom de l'association par le Conseil d'Administration.

Article 23 MENTION DE LA DÉNOMINATION SOCIALE - IDENTIFICATION DE L'A.S.B.L. DANS SES RAPPORTS AVEC LES TIERS

Tous les actes, factures, annonces, publications et autres documents émanant de l'association mentionnent la dénomination sociale de l'association, précédée ou suivie immédiatement des mots "association sans but lucratif" ou du sigle "ASBL" ainsi que l'adresse du siège social

Article 24. EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1/07 pour se terminer le 30/06 suivant

Article 25.DISSOLUTION DE L'ASSOCIATION

En cas de dissolution de l'association, l'assemblée générale désignera le ou les liquidateurs, déterminera leurs pouvoirs et indiquera l'affectation à donner à l'actif net de l'avoir social de l'association.

Article 26 PUBLICATIONS EN CAS DE DISSOLUTION

Toute décision relative à la dissolution, aux conditions de la liquidation, à la nomination et à la cessation des fonctions du ou des liquidateur(s), la clôture de la dissolution, ainsi qu'à l'affectation de l'actif net est déposée et publiée conformément à la loi relative aux ASBL.

Article 27.COMPÉTENCES RÉSIDUELLES

Tout ce qui n'est pas expressément prévu dans les présents statuts est réglé conformément à la loi régissant les associations sans but lucratif.

Article 28.DOSSIER CENTRAL CONSTITUÉ AU GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE - MISE À JOUR CONSTANTE DU DOSSIER CENTRAL

Le Conseil d'Administration, à la diligence de son secrétaire, se doit de veiller à ce que le dossier centralisé au greffe du tribunal civil de Marche-en-Famenne soit toujours complet en sorte qu'il contienne :

- ☐ Les statuts de l'association
- ☐ Les actes relatifs à la nomination ou à la cessation des fonctions des administrateurs et commissaires
- ☐ Une copie du registre des membres mis à jour en cas de modification
- ☐ Les décisions relatives à la nullité ou à la dissolution de l'association, à sa liquidation et à la nomination et à la cessation de fonction des liquidateurs ainsi que les décisions judiciaires pour autant qu'elles soient coulées en force de chose jugée ou exécutoires par provision
- ☐ Les comptes annuels de l'association établis conformément aux exigences posées par le législateur
- ☐ Le texte coordonné des statuts suite à leur modification
- ☐ En cas de modification de la composition de l'association, une liste des membres mise à jour doit être déposée au dossier central dans le mois de la date anniversaire du dépôt des statuts

Article 29.MENTIONS FÉDÉRALES OBLIGATOIRES - QUALITÉ DE MEMBRE DE L'URBSFA

L'association s'engage à respecter les statuts et règlement de l'URBSFA.

Toute stipulation des présents statuts contraire au règlement de l'URBSFA est tenue comme nulle et non avenue pour ce qui la concerne.

Après épuisement de la procédure statutaire, tous les litiges relatifs à la gestion de l'association surgissant au sein de celle-ci et découlant de l'application du règlement de l'URBSFA sont tranchés par un collège arbitral en application des articles I/52 et VII/77.21 du règlement de l'URBSFA.

Article 29bis.MENTIONS OBLIGATOIRES - DÉCRET DU 26 AVRIL 1999 ORGANISANT LE SPORT EN COMMUNAUTÉ FRANÇAISE - LUTTE CONTRE LE DOPAGE ET RESPECT DES IMPÉRATIFS DE SANTÉ DANS LA PRATIQUE SPORTIVE

L'association s'engage à inscrire dans un règlement d'ordre intérieur les dispositions prévues par la Communauté française en matière de lutte contre le dopage.

Elle communiquera en outre à ses membres, ainsi qu'aux parents ou personnes investies de l'autorité parentale de ses membres de moins de 16 ans :

- ☐ Le document pédagogique de la Communauté française sur les bonnes pratiques sportives ainsi que sur la nature réelle et les conséquences nocives de l'utilisation de substances et moyens dopants
- ☐ La liste des substances et moyens interdits
- ☐ Les mesures disciplinaires que la fédération applique en cas d'infraction à cette législation

Article 30 DISPOSITIONS TRANSITOIRES

L'assemblée de ce jour modifiant les statuts de l'association sans but lucratif désigne comme

1 MEMBRES

ALLIE François (dit André), né le 29/05/1933 à Rendeux, domicilié Trèsfontaine 11 à 6972 Erneuville, belge

DOUCET Daniel, né le 06/10/1956 à Aye, domicilié rue de la Fontaine 7 à 6970 Tenneville, belge

ETIENNE Jean-Marie, né le 22/05/1957 à Erneuville, domicilié rue Haute Ramont 14 à 6970 Tenneville, belge

FRANCO Fabian, né le 30/08/1976 à Bastogne et domicilié Tillet 9 à 6680 Sainte Ode, belge

GAUTHIER Marc, né le 08/03/1952 à Erneuville, domicilié Wyompont 5 à 6970 Tenneville, belge

GENIN Huguette, née le 17/11/1959 à Namur, domiciliée route de la Barrière 10 à 6970 Tenneville, belge

GILLET Bernard, né le 02/02/1939 à Erneuville, domicilié rue Haute Ramont 23 à 6970 Tenneville, belge

GILLET Bruno, né le 11/02/1970 à Bastogne, domicilié rue Grande Champlon 109 à 6971 Champlon, belge

GILLET Lionel, né le 27/11/1973 à Bastogne, domicilié rue Haute Ramont 23 à 6970 Tenneville, belge

GODEFROY Jean-Paul, né le 15/01/1946 à Ixelles, domicilié La Hestroulle 7 à 6972 Erneuville, belge

LANDTMETERS Christophe, né le 29/12/1969 à Bastogne, domicilié rue de la Vieille Eglise 1a à 6970 Tenneville, belge

LEFEVRE Patrick, né le 29/01/1969 à Bastogne, domicilié route de la Barrière 29b à 6970 Tenneville, belge

13. PERET Françoise, née le 24/10/1963 à Marche-en-Famenne, domiciliée Wyompont 5 à 6970 Tenneville, belge

PONCELET Alphonse, né le 21/03/1952 à Ortho, domicilié route de La Roche 2a à 6970 Tenneville, belge

VAN INGELGOM Thierry, né le 20/12/1965 à Eupen, domicilié route de La Roche 7a à 6970 Tenneville, belge

2. ADMINISTRATEURS

ALLIE François (dit André), né le 29/05/1933 à Rendeux, domicilié Trèsfontaine 11 à 6972 Erneuville, belge

DOUCET Daniel, né le 06/10/1956 à Aye, domicilié rue de la Fontaine 7 à 6970 Tenneville, belge

ETIENNE Jean-Marie, né le 22/05/1957 à Erneuville, domicilié rue Haute Ramont 14 à 6970 Tenneville, belge

FRANCO Fabian, né le 30/08/1976 à Bastogne et domicilié Tillet 9 à 6680 Sainte Ode, belge

GENIN Huguette, née le 17/11/1959 à Namur, domiciliée route de la Barrière 10 à 6970 Tenneville, belge

GILLET Bernard, né le 02/02/1939 à Erneuville, domicilié rue Haute Ramont 23 à 6970 Tenneville, belge

GILLET Bruno, né le 11/02/70 à Bastogne, domicilié rue Grande Champlon 109 à 6971 Champlon, belge

GILLET Lionel, né le 27/11/1973 à Bastogne, domicilié rue Haute Ramont 23 à 6970 Tenneville, belge

GODEFROY Jean-Paul, né le 15/01/1946 à Ixelles, domicilié La Hestroulle 7 à 6972 Erneuville, belge

LEFEVRE Patrick, né le 29/01/1969 à Bastogne, domicilié route de la Barrière 29b à 6970 Tenneville, belge

PONCELET Alphonse, né le 21/03/1952 à Ortho, domicilié route de La Roche 2a à 6970 Tenneville, belge

VAN INGELGOM Thierry, né le 20/12/1965 à Eupen, domicilié route de La Roche 7a à 6970 Tenneville, belge

Réserve
au
Moniteur
belge

Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad - 13/04/2006 - Annexes du Moniteur belge

Volet B - Suite

3.COMMISSAIRES

GAUTHIER Marc, né le 08/03/1952 à Erneuville, domicilié Wyompont 5 à 6970 Tenneville, belge

LANDTMETERS Christophe, né le 29/12/1969 à Bastogne, domicilié rue de la Vieille Eglise 1a à 6970 Tenneville, belge

Le Conseil d'Administration a désigné comme :

1 PRÉSIDENT ET CORRESPONDANT QUALIFIÉ

☐ GILLET Bernard

2.VICE-PRÉSIDENT

☐ PONCELET Alphonse

3 TRÉSORIER

☐ ETIENNE Jean-Marie

4. SECRÉTAIRE

☐ VAN INGELGOM Thierry

Conformément à l'article 2 des statuts, le Conseil d'Administration fixe le siège social de l'association à l'adresse des installations du club, route de Bastogne 25 à 6970 Tenneville, arrondissement judiciaire de Marche-en-Famenne

PONCELET Alphonse
Administrateur